

CHIFFRES  
CLÉS DU PLF  
2016

PLF 2016

## PLF 2016: des engagements tenus

**L**es textes financiers pour 2016 confirment la tenue des engagements du Gouvernement.

La poursuite de la mise en œuvre du plan d'économies de 50 milliards d'euros présenté en 2014 permet d'assurer la résorption des déficits tout en faisant baisser les prélèvements obligatoires comme prévu, et en assurant le financement de nos priorités.

La sécurité, la défense, la justice, la culture et l'éducation bénéficient ainsi des moyens et des augmentations d'effectifs prévus (+12 500 ETP).

Le déficit public se réduit plus rapidement que prévu en loi de programmation des finances publiques (LPFP): conformément à la trajectoire actualisée lors du programme de stabilité d'avril 2015, il s'élèvera ainsi à 3,8 % du PIB en 2015 et 3,3 % en 2016, soit un niveau inégalé depuis 2008. Cette trajectoire conforte l'objectif d'un déficit public inférieur à 3 % du PIB en 2017. Quant au déficit structurel, il passerait sous le seuil de 2 % dès 2015, soit le niveau le plus faible depuis l'an 2000, et poursuivrait sa diminution à 1,2 % en 2016.

Les engagements de baisses d'impôts sont également respectés. Le total des mesures de soutien aux entreprises, découlant du CICE et du Pacte de responsabilité et de solidarité et des mesures favorables aux entreprises récemment adoptées (suramortissement, mesures TPE PME), représentera ainsi 33 milliards d'euros en 2016, comme prévu. La baisse de

l'impôt sur le revenu, amorcée dès 2014, sera amplifiée en 2016, permettant au total une baisse d'impôt pour 12 millions de foyers, soient les 2/3 des foyers payant l'impôt sur le revenu, pour un montant total de 5 milliards d'euros.

En matière de croissance, les hypothèses prudentes retenues par le Gouvernement sont conformes au consensus des économistes. Les derniers indicateurs témoignent que la reprise est à l'œuvre et confortent l'hypothèse retenue d'une croissance de l'activité de 1 % en 2015 et 1,5 % en 2016.

Tout en permettant de tenir nos engagements, le projet de loi de finances pour 2016 assure les redéploiements nécessaires pour faire face aux priorités et aux urgences, avec un principe : toute dépense nouvelle doit être financée. La maîtrise de la dépense publique, dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'économies de 50 milliards d'euros, s'accompagnera ainsi du financement par redéploiement des mesures nouvelles en faveur de la sécurité et de la défense ainsi que des moyens dégagés pour l'accueil des réfugiés et le soutien au secteur agricole.

# Les principaux éléments de cadrage économique du PLF 2016

(taux de variation en volume,  
sauf indications contraires)

	2014	2015	2016
<b>Environnement international</b>			
Taux de croissance du PIB aux États-Unis (en %)	2,4	2,3	2,8
Taux de croissance du PIB dans la zone euro (en %)	0,8	1,5	1,8
Prix à la consommation dans la zone euro (en %)	0,4	0,2	1,1
Prix du baril de Brent (en dollars)	100	57	55
Taux de change euro/dollar	1,33	1,11	1,10

<b>Économie française</b>			
PIB total (valeur en milliards d'euros)	2 132	2 175	2 230
Variation en volume (en %)	0,2	1,0	1,5
Variation en valeur (en %)	0,8	2,0	2,5
Pouvoir d'achat du revenu disponible (en %) <sup>1</sup>	1,1	1,5	1,3
Dépenses de consommation des ménages (en %)	0,6	1,8	1,7
Investissement des entreprises, hors construction (en %)	1,6	2,5	4,9
Exportations (en %)	2,4	6,0	4,8
Importations (en %)	3,8	6,1	5,2
Prix à la consommation (en %)			
<i>Prix hors tabac (moyenne annuelle)</i>	<i>0,4</i>	<i>0,1</i>	<i>1,0</i>
<i>Prix à la consommation (moyenne annuelle)</i>	<i>0,5</i>	<i>0,1</i>	<i>1,0</i>
Balance commerciale (biens, données douanières FAB-FAB) (en milliards d'euros)	-57,6	-40,5	-40,3
Capacité de financement des administrations publiques (en % du PIB) <sup>2</sup>	-3,9	-3,8	-3,3

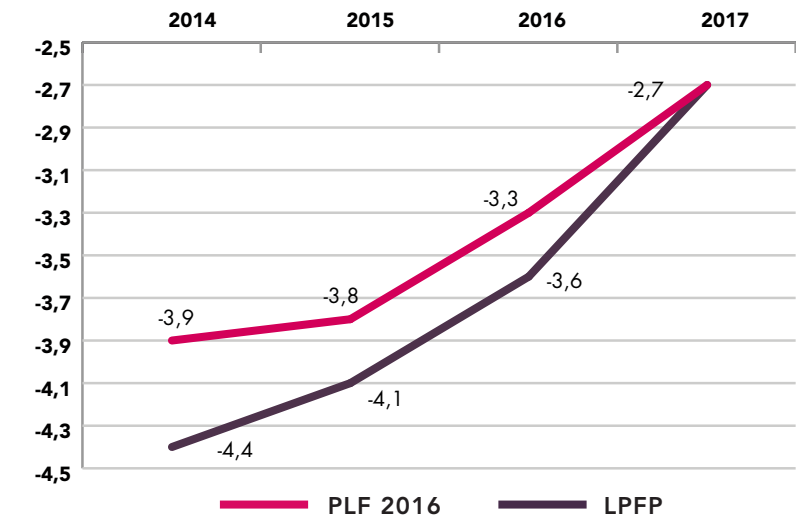
(1) Déflaté par le déflateur de la consommation des ménages.

(2) Capacité de financement au sens des règles du traité de Maastricht.

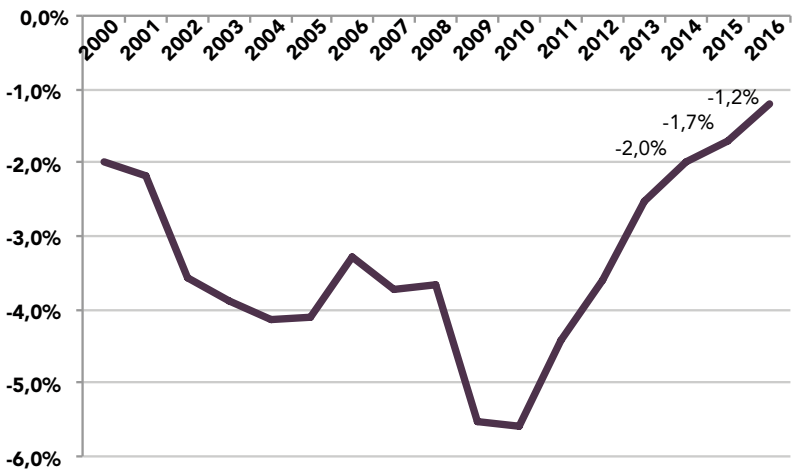
## Prévisions économiques et de finances publiques pour 2015–2016

(en comptabilité nationale)	Exécution 2014	2015	2016
<b>Solde structurel des administrations publiques (en % du PIB potentiel)</b>	<b>-2,0</b>	<b>-1,7</b>	<b>-1,2</b>
<b>Ajustement structurel</b>	<b>0,6</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>
<b>Solde des administrations publiques (en % de PIB)</b>	<b>-3,9</b>	<b>-3,8</b>	<b>-3,3</b>
<i>dont solde État</i>	<i>-3,5</i>	<i>-3,4</i>	<i>-3,3</i>
<i>dont solde organismes divers d'administration centrale (ODAC)</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<i>dont solde collectivités locales</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<i>dont solde administration de sécurité sociale</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,1</i>
<b>Dettes publiques (en % de PIB)</b>	<b>95,6</b>	<b>96,3</b>	<b>96,5</b>
<b>Dettes publiques hors soutien financier à la zone euro (en % de PIB)</b>	<b>92,4</b>	<b>93,3</b>	<b>93,6</b>
<b>Taux de prélèvements obligatoires (en % de PIB)</b>	<b>44,9</b>	<b>44,6</b>	<b>44,5</b>
<b>Taux de dépenses publiques (% du PIB)</b>	<b>56,4</b>	<b>55,8</b>	<b>55,1</b>
Inflation hors tabac (%)	0,4	0,1	1,0
Croissance du PIB en volume (%)	0,2	1,0	1,5

# Trajectoire de déficit public nominal 2015-2017



# Trajectoire de déficit public structurel



## Solde général du budget de l'État

En milliards d'euro, <u>comptabilité budgétaire</u>	Exécution 2014	LFI 2015	Révisé 2015	PLF 2016
<b>Dépenses nettes*</b>	<b>374,0</b>	<b>367,6</b>	<b>366,3</b>	<b>374,8</b>
<b>Recettes nettes</b>	<b>288,3</b>	<b>293,3</b>	<b>292,3</b>	<b>301,7</b>
<i>dont impôt sur le revenu</i>	69,2	68,9	69,6	72,3
<i>dont impôt sur les sociétés</i>	35,3	33,7	33,5	32,9
<i>dont taxe sur la valeur ajoutée</i>	138,4	142,6	141,5	144,7
<i>dont taxe intérieure sur les produits de consommation sur les produits énergétiques</i>	13,2	14,0	13,9	15,6
<i>dont autres recettes fiscales</i>	18,2	19,8	19,7	20,5
<i>dont recettes non fiscales</i>	13,9	14,2	14,1	15,7
<b>Solde du budget général</b>	<b>-85,7</b>	<b>-74,2</b>	<b>-74,0</b>	<b>-73,1</b>
<b>Solde des budgets annexes</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Solde des comptes spéciaux</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,2</b>	<b>1,0</b>	<b>1,1</b>
<b>SOLDE GENERAL</b>	<b>-85,6</b>	<b>-74,4</b>	<b>-73,0</b>	<b>-72,0</b>

\* Par convention, les prélèvements sur recettes  
au profit des collectivités territoriales et de l'Union  
européenne sont inclus sur la ligne « Dépenses »

## Dépenses de l'État

CP, en Md€	LFI 2015	PLF 2016 (format constant)	PLF 2016 format courant
<b>Dépenses des ministères</b>	<b>209,2</b>	<b>208,2</b>	<b>220,9</b>
Crédits des ministères	203,2	203,4	212,6
Taxes affectées plafonnées	5,9	4,7	8,3
<b>Prélèvement sur recettes au profit de l'Union européenne</b>	<b>20,7</b>	<b>21,5</b>	<b>21,5</b>
<b>Contributions exceptionnelles 2015</b>	<b>-0,8</b>		
<b>Total hors dette, pensions et concours aux collectivités locales</b>	<b>229,1</b>	<b>229,7</b>	<b>242,4</b>
Transferts aux collectivités locales (PSR et mission RCT*)	53,5	49,9	50,1
<b>Total des dépenses de l'État, hors charge de la dette et pensions</b>	<b>282,5</b>	<b>279,6</b>	<b>292,4</b>
Charge de la dette	44,3	44,5	44,5
Contribution au CAS Pensions	45,8	46,1	46,1
<b>Dépenses totales de l'État</b>	<b>372,6</b>	<b>370,2</b>	<b>383,0</b>
<i>dont dépenses totales hors taxes affectées plafonnées</i>	<i>367,6</i>	<i>365,5</i>	<i>374,8</i>

<b>Prévision d'inflation</b>	<b>0,1 %</b>		<b>+ 1,00 %</b>
<b>Évolution en volume des dépenses de l'État</b>		<b>-1,63 %</b>	

RCT : « Relations avec les collectivités territoriales »

\* hors réserve parlementaire, intégrée aux dépenses du budget général



## Les missions du budget général de l'État

<b>30 MISSIONS</b> (crédits de paiement en milliards d'euros - hors contributions directes de l'État au CAS Pension)	<b>LFI 2015 structure 2016</b>	<b>PLF 2016</b>
Action extérieure de l'État	2,82	3,06
Administration générale et territoriale de l'État	2,29	1,94
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	2,64	2,50
Aide publique au développement	2,77	2,60
Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation	2,75	2,61
Conseil et contrôle de l'État	0,50	0,50
Culture	2,51	2,55
Défense	30,60	31,73
Direction de l'action du Gouvernement	1,22	1,22
Écologie, développement et mobilité durables	6,59	6,49
Économie	1,55	1,46
Égalité des territoires et logement	17,87	17,68
Engagements financiers de l'État*	0,88	0,76
Enseignement scolaire	47,46	47,99
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	8,48	8,22
Immigration, asile et intégration	0,65	0,70
Justice	6,36	6,37
Médias, livre et industries culturelles	0,72	0,60
Outre-mer	2,02	2,02
Politique des territoires	0,74	0,71
Pouvoirs publics	0,99	0,99
Provisions **	0,01	0,04
Recherche et enseignement supérieur	25,64	25,63
Régimes sociaux et de retraite	6,41	6,32
Relations avec les collectivités territoriales**	2,79	2,96
Santé	1,20	1,26
Sécurité	12,13	12,24
Solidarité, insertion et égalité des chances	18,09	18,04
Sport, jeunesse et vie associative	0,47	0,62
Travail et emploi	11,40	11,25

\* Hors charge de la dette et dotation au Mécanisme européen de stabilité

\*\* Hors réserve parlementaire

## Schéma d'emplois État (Budget général et budgets annexes)

	LFI 2014	LFI 2015	PLF 2016	Plafond d'emplois PLF 2016
Affaires étrangères	-196	-220	-115	14 020
Affaires sociales et santé	-223	-150	-150	10 206
Agriculture, agroalimentaire et forêt	-81	-25	-20	30 543
<i>Enseignement agricole (y. c. supérieur)</i>	150	140	140	17 891
<i>Hors Enseignement agricole</i>	-231	-165	-160	12 652
Culture et communication	-83	15	-30	11 041
Défense	-7 881	-7 500	2 300	271 510
Ecologie, développement durable, énergie	-522	-515	-671	30 722
Économie, industrie et numérique	-24	-55	-20	6 465
Education nationale	8 804	9 421	8 561	995 243
Finances et comptes publics	-2 542	-2 491	-2 548	136 114
Intérieur	-289	116	428	279 522
<i>Mission Sécurité (PN + GN)</i>	405	405	732	243 520
<i>Hors mission Sécurité</i>	-694	-289	-304	36 002
Justice	555	600	943	80 280
Logement, égalité des territoires et ruralité	-697	-319	-261	12 500
Outre-mer	0	2	0	5 309
Services du Premier ministre	142	94	79	11 590
Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social	-137	-150	-192	9 703
<b>TOTAL Budget général</b>	<b>-3 174</b>	<b>-1 177</b>	<b>8 304</b>	<b>1 904 768</b>
<b>TOTAL Budget général hors révision de la loi de programmation militaire</b>	<b>-3 174</b>	<b>-1 117</b>	<b>-1 393</b>	

Contrôle et exploitation aériens	-100	-100	-100	10 726
Publications officielles et information administrative	-6	-1	-2	785
<b>TOTAL Budgets annexes</b>	<b>-106</b>	<b>-101</b>	<b>-102</b>	<b>11 511</b>

<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>-3 280</b>	<b>-1 278</b>	<b>8 202</b>	<b>1 916 279</b>
<b>TOTAL GENERAL hors révision de la loi de programmation militaire</b>	<b>-3 280</b>	<b>-1 278</b>	<b>-1 495</b>	

## Créations d'emplois dans les secteurs prioritaires 2012–2016

	LFR d'août 2012	LFI 2013	LFI 2014	LFI 2015	PLAT * 2015	PLF 2016
Créations dans l'éducation nationale	6 728	8 781	8 804	9 421		10 711
dont État	4 228	8 781	8 804	9 421		8 561
dont EPLE	2 500					2 150
Créations dans l'enseignement agricole	50	230	180	140		140
dont État	50	200	150	140		140
dont EPLE		30	30			
Créations dans les universités		1 000	1 000	1 000		1 000
<b>TOTAL «priorité enseignement»</b>	<b>6 778</b>	<b>10 011</b>	<b>9 984</b>	<b>10 561</b>	<b>0</b>	<b>11 851</b>
Police et gendarmerie		480	405	405	538	732
Justice		520	590	635	668	978
dont ministère de la Justice		480	555	600	668	943
dont juridictions administratives		40	35	35	0	35
Finances (douanes et Tracfin)					40	40
<b>TOTAL «priorité sécurité et justice»</b>	<b>0</b>	<b>1 000</b>	<b>995</b>	<b>1 040</b>	<b>1 246</b>	<b>1 750</b>

<b>Total des créations en faveur des priorités gouvernementales</b>						
<b>Solde annuel</b>	<b>6 778</b>	<b>11 011</b>	<b>10 979</b>	<b>11 601</b>	<b>1 246</b>	<b>13 601</b>
dont État (hors universités et EPLE)	4 278	9 981	9 949	10 601	1 246	10 451
<b>Cumul</b>		<b>17 789</b>	<b>28 768</b>	<b>40 369</b>	<b>41 615</b>	<b>55 216</b>
dont État (hors universités et EPLE)		14 259	24 208	34 809	36 055	46 506

\* Créations dans le cadre du plan de lutte anti-terroriste (PLAT)



[www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)  
[www.performance-publique.gouv.fr](http://www.performance-publique.gouv.fr)  
#PLF2016



Retrouvez l'ensemble des documents budgétaires  
sur l'application mobile Budgetek